

LA GUERRE EN TCHETCHENIE ET LA NECESSITE DE REVENIR A L'UNION SOVIETIQUE

L'intervention de l'armée russe en Tchétchénie a été en sens inverse de ce qu'a fait le gouvernement Eltsine en 1994. A ce moment-là, la sécession tchétchène avait été pratiquement entérinée par le gouvernement russe, qui a fait retirer l'armée et permis l'installation d'un gouvernement local mafieux, soutenu par les bandes terroristes islamistes et instaurant un régime religieux, la charia, sur la Tchétchénie. C'était dans la logique de la politique d'Eltsine, de démembrement de l'URSS et ensuite de la Fédération de Russie.

Ce n'était plus Eltsine qui avait l'initiative dans cette récente décision d'intervention militaire et de réintégration de la Tchétchénie dans la Russie. La situation internationale a beaucoup évolué depuis 1994 et le capitalisme mondial, par la main de l'OTAN, a commencé son avancée vers l'Europe de l'est, sollicitant l'intégration de la Pologne et de la Turquie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan dans l'Alliance, et causant la désolation en Yougoslavie par ses 4 mois de bombardements massifs et ravageurs. La guerre de Yougoslavie a marqué un pas important pour la volonté d'hégémonie de l'OTAN, mais aussi pour toutes les forces qui, dans l'ex-Union Soviétique, refusent la désintégration sociale et économique de l'Etat ouvrier et son démantèlement territorial, et l'avancée de l'impérialisme.

Dans cette guerre de Tchétchénie, beaucoup d'intérêts divergents sont en jeu, mais on ne peut laisser de côté ou considérer comme secondaire, le fait que cela fait partie d'un affrontement global, entre ce qui reste des Etats ouvriers dans le monde et le système capitaliste, poussé par les Etats-Unis. C'est grâce à eux, à la Turquie, à l'Arabie Saoudite, que le gouvernement tchétchène s'est senti assez puissant pour lancer des milices armées envahir le Daghestan, qui fait toujours partie intégrante de la Russie, pour déclarer son indépendance totale et chasser toute la population russo-phonie du pays. C'est face à cela que l'armée russe est intervenue, et qu'elle a reçu un soutien actif dans la population de Tchétchénie et du Daghestan, des collectifs de travailleurs et des milices populaires qui se sont constituées contre les bandes islamistes (dotées d'armes très sophistiquées et abondantes tout comme en Afghanistan).

L'OTAN n'est pas intervenue directement pour affronter la Russie, comme elle l'a fait pour la Yougoslavie. Le gouvernement de Eltsine était son allié. Mais la faiblesse de Eltsine était claire aussi car il n'a pas eu la maîtrise de cette situation. L'intérêt de la clique de Eltsine et de ses alliés occidentaux était de laisser aller la Tchétchénie jusqu'à la séparation complète, et de ne pas s'enliser dans une guerre. D'autres forces ont prévalu dans la lutte énorme qui se développe en Russie entre les différents groupes de l'ex-bureaucratie, la nouvelle mafia capitaliste, mais aussi l'armée dont les secteurs attachés encore à l'URSS ont vu avec beaucoup de préoccupation l'avancée et les appétits croissants de l'Otan en Europe centrale et de l'Est. Il ne s'agit pas là d'un patriotisme «grand-russe» ou d'un exutoire pour les millions de travailleurs de l'ex-URSS qui subissent les méfaits de cette clique de Eltsine. Mais la défense de l'intégralité de la Fédération de Russie est très importante dans la conscience des travailleurs, comme un instrument pour pourvoir reprendre en mains l'organisation de l'économie et pour que les richesses de l'ex-URSS retournent au bénéfice du peuple.

Le remplacement de Eltsine par Poutine est plus un déplacement qu'une passation de pouvoirs. Poutine ne représente certainement pas les intérêts des travailleurs ni de l'Etat ouvrier, mais il doit tenir compte d'un rapport de forces très instable entre les différents groupes de la vieille bureaucratie et des réactions de l'Armée russe face à l'Otan, et aux Etats-Unis. Les tentatives de restauration capitaliste en Russie continuent et provoquent des dommages immenses à la population. Mais cette guerre en Tchétchénie ne les favorise pas. Il faut voir que les partis et les organisations communistes, syndicales, les collectifs de travailleurs, cherchent à intervenir dans cette situation, pour rétablir les liens entre la population tchétchène et des autres petites républiques du Caucase, pour réunifier les républiques qui constituaient l'URSS.

Les travailleurs de différentes régions de la Russie luttent avec une détermination immense pour défendre la propriété publique, pour maintenir en marche l'économie du pays, pour pouvoir continuer à approvisionner les populations en eau, gaz, électricité, aliments de base. Les collectifs des travailleurs, les comités des campagnes et des villes travaillent comme si c'était encore l'Union Soviétique, pour maintenir la vie. L'exemple du collectif des travailleurs de Vyborg, qui ont occupé, remis en route et recollectivisé leur entreprise au prix même de leur vie pour certains, est connu, mais il y a des milliers de cas semblables, on ne peut expliquer sans cela comment le pays subvient encore à ses besoins au milieu des désastres commis par les mafias bureaucratiques, ni comment l'armée trouve les moyens de s'équiper, de développer de la haute technologie, de préparer de nouveaux missiles balistiques.

(Suite page 2)

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

38^{ème} ANNEE - Avril 2000 - N° 413 - 20 Francs

Périodique bimestriel - Dépôt de Bruxelles 4
Editeur Responsable: Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62-1040 Bruxelles
CCP: 000.0976234-26 - Téléphone: 02/732.21.95 - E-Mail: lutte.ouvriere@chello.be

L'EXTREME DROITE N'EST FORTE QUE DE LA FAIBLESSE DU FRONT DE LA GAUCHE EN BELGIQUE ET EN EUROPE

Editorial

L'alliance du Parti Conservateur et du Parti de Haider en Autriche intervient dans une période de grande crise de la bourgeoisie européenne, de stagnation de l'Union Européenne et de sa remise en cause par plusieurs partis de la droite européenne. Ce n'est pas vraiment un «danger fasciste» qui menace, mais bien le danger d'éclatement de l'Europe capitaliste de Maastricht, comme celui de la Belgique. Les gouvernements d'alliance centriste (plus ou moins à gauche, plus ou moins à droite) sont dans l'impasse. Gouverner au centre est de moins en moins possible. Les partis de droite, comme le PRL-VLD en Belgique ont fait des concessions mineures à la gauche (régularisation des sans papiers, mesures de défense de l'environnement, plans d'emploi pour les jeunes, maintien de droits de chômeurs et des pensionnés) pour pouvoir faire passer le programme de Maastricht (les privatisations généralisées, l'instauration de l'euro, l'ouverture totale au marché).

Quand on regarde de plus près le programme de Haider, il ressemble à celui du PRL-VLD ou de la droite social-chrétienne. A la différence qu'il n'est pas pro-européen. C'est bien pour cela que les autres partis de droite partent en guerre contre lui et contre ses correspondants en Belgique, tel le Vlaamse Blok. Parce qu'ils sont séparatistes ou anti-européens. On ne peut faire des comparaisons légères avec le nazisme et le fascisme des années 30. Le parti de Hitler servait les objectifs d'expansion territoriale et économique du capitalisme allemand et pour cela, préparait la guerre. Ceux qui font cela aujourd'hui, c'est l'impérialisme américain, entraînant l'Europe dans son sillage, avec la restructuration de l'OTAN et la préparation de la guerre à échelle mondiale. La guerre contre la Yougoslavie (pour ne parler que de la dernière) a été menée par l'Europe dite démocratique,

soutenue par des gouvernements libéraux, social-chrétiens ou social-démocrates et les écolos.

Les partis d'extrême droite sont surtout des concurrents pour les partis traditionnels qui partent maintenant en campagne parce qu'ils perdent leur base électorale. Mais on peut retrouver à tous les niveaux des points des programmes de l'extrême droite chez tous les autres. Les autres partis sont surtout furieux parce que le Parti Conservateur autrichien a accepté une alliance avec l'extrême droite au lieu de s'en tenir au traditionnel «cordon sanitaire». Le Parti Populaire Européen, qui regroupe tous les partis de cette tendance au Parlement Européen, n'a pas désavoué cette nouvelle alliance. C'est la crise politique dans les partis de droite. Ils veulent s'attacher une partie de la gauche en criant au danger fasciste, au front démocratique, au cordon sanitaire etc.. mais en attendant ce n'est pas la gauche, même au gouvernement, qui décide quoi que ce soit. Tout au plus, socialistes et écolos empêchent une dégradation plus profonde et plus rapide de l'Etat social, de la sécurité sociale, des possibilités d'emploi et du tissu économique de la Belgique. Mais d'autre part, ils acceptent les réformes des polices, de la justice; ce sont les socialistes qui proposent d'interdire les partis «extrémistes» en Belgique: toutes ces mesures qui prennent place insidieusement en feront plus pour miner la démocratie que la présence d'un parti d'extrême droite. Ce que le gouvernement avec participation socialiste installe maintenant comme répression de l'extrême droite se retournera demain non seulement contre «l'extrême gauche» sinon contre toute la gauche!

La manifestation du 20 février contre la participation de Haider au gouvernement autrichien a rencontré un très grand appui. Ceux qui y ont apporté le plus, ce sont les jeunes étudiants, les universités et les syndicats:

(Suite page 2)

LE GOUVERNEMENT
REVOLUTIONNAIRE
DE CHAVEZ AU VENEZUELA
ET LES CHANGEMENTS
EN AMERIQUE LATINE
...voir page 2

SUR LA LIBERATION
DE LA FEMME

J.POSADAS
Juin 1980

.....voir page 3

LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DE CHAVEZ AU VENEZUELA ET LES CHANGEMENTS EN AMERIQUE LATINE

L'arrivée au gouvernement vénézuélien du mouvement militaire et populaire du colonel Chavez – basé sur le Pôle Patriotique qui unit les nationalistes et la gauche –, a secoué les fragiles structures politiques avec lesquelles l'impérialisme et la haute finance internationale essaient d'administrer le processus de globalisation en Amérique Latine. Pendant ces quinze dernières années, ce processus a conduit à la privatisation de la plupart des ressources naturelles latino-américaines et enrichi le capital international et une poignée d'oligarques locaux, tandis que la pauvreté de millions de personnes s'est multipliée par mille.

D'autre part, le soulèvement de la majorité des communautés indigènes en Equateur, avec l'appui d'une grande partie de l'armée, montre aussi le mûrissement et l'extension massive du mouvement d'opposition au libéralisme international. L'Amérique Latine redevient un centre de luttes sociales en surmontant la crise produite par la désintégration des Etats ouvriers, et en reprenant le niveau des expériences révolutionnaires antérieures. Il y a aussi le fait que Cuba a résisté aux tentatives de destruction par les Etats-Unis et démontre la légitimité du programme et de la structure de l'Etat ouvrier.

En EQUATEUR, c'est le deuxième gouvernement, en peu d'années, qui est renversé par de furieuses mobilisations populaires. Bucaran fut balayé par des manifestations de masses dirigées par les syndicats et certains chefs locaux. Cette année-ci, en janvier, ce sont les communautés indiennes et les militaires nationalistes qui ont liquidé le gouvernement de Mahuad. Ce dernier voulait suivre fidèlement les plans du FMI en « dollarisant » complètement le pays. Ce soulèvement était une profonde remise en question du pouvoir, les masses ont occupé le parlement et nommé une Junte de gouvernement alternative et révolutionnaire. Mais une partie importante du mouvement ouvrier n'a pas participé à cette mobilisation, du fait que les syndicats se méfiaient ou craignaient la direction militaire. Ce gouvernement révolutionnaire a duré seulement quelques heures. Le gouvernement nord-américain est intervenu immédiatement pour faire pression sur les dirigeants militaires équatoriens pour revenir sur les concessions faites aux militaires rebelles.

La situation actuelle est très instable. Le nouveau gouvernement pré-

tend reprendre tout le programme du FMI, mais il n'a pas osé réprimer les masses indiennes. Par contre, des centaines d'officiers et sous-officiers ont été arrêtés, ce qui montre l'ampleur du mouvement révolutionnaire au sein de l'armée. On peut considérer que le colonel Gutierrez a reçu un appui social comparable à celui de Chavez au Venezuela. Les masses n'ont pas été désarmées, elles ont pu mettre à nu la faiblesse du pouvoir sur lequel se base l'oligarchie.

AU VENEZUELA, le mouvement de Chavez a montré que les plus simples revendications d'honnêteté dans l'administration publique et politique, les plus élémentaires mesures contre la faim et le chômage ne peuvent être obtenues que par des propositions et des décisions révolutionnaires. Le gouvernement de Chavez reprend l'expérience des courants militaires nationalistes qui ont affronté les structures capitalistes et oligarchiques dominées par l'impérialisme. Il faut rediscuter les expériences passées, de Peron (Argentine) à Torres (Bolivie), Velazco Alvarado (Pérou), à Torrijos (Panama), à Arbenz (Guatemala), des états révolutionnaires d'Amérique Latine, d'Allende au Chili et des Sandinistes au Nicaragua.

La rébellion d'un secteur important de l'armée a montré aux masses qu'en plus de la bonne volonté et des bonnes intentions, il existe aussi une force permettant d'imposer ces bonnes volontés. C'est pour cela que Chavez a rencontré un appui social croissant. Le gouvernement Caldera a dû l'amnistier de la peine de prison qu'il faisait suite au soulèvement contre Perez en 1992. En 1998, Chavez obtint 60% des voix et 80% lors du référendum pour soutenir la nouvelle Constitution. « Si je n'avais pas pris les armes en 1992, je ne serais pas président aujourd'hui »... Mais pour maintenir un pareil mouvement révolutionnaire et un tel appui social, il faut à présent créer une structure politique : le parti de la révolution vénézuélienne, un parti qui permette l'exercice le plus complet des droits démocratiques pour les masses, leur participation à la direction politique, culturelle, économique de la société. Le vieil appareil bureaucratique de la bourgeoisie et de l'oligarchie souffre de profondes faiblesses et aura peu de possibilités pour saboter l'économie. Il faut demander l'appui des forces sociales de la gauche, des intellectuels, entraîner les techniciens des entreprises d'état vers une perspective de trans-

formations sociales révolutionnaires. L'indépendance de l'activité des syndicats, des organisations paysannes et des communautés indigènes est fondamentale dans ce but.

La nouvelle Constitution énumère une série d'objectifs pour l'obtention desquels il faut développer le mouvement politique dirigé par Chavez et approfondir la politique anticapitaliste. La nouvelle Constitution donne la possibilité à la population de révoquer ses représentants si ceux-ci ne respectent pas leur mandat, elle lève l'immunité à vie dont jouissaient les parlementaires antérieurement. Certains droits démocratiques ont été élargis. La semaine de travail est réduite de 48 à 44 heures ; les droits des 500.000 indigènes vivant encore dans le pays sont reconnus.

La propriété publique de l'indus-

trie pétrolière est renforcée, l'autonomie de la Banque Centrale envers le pouvoir politique est réduite. Il est vrai que la Constitution ne peut, par elle-même, augmenter la ration quotidienne des masses pauvres. Lorsque le gouvernement décréta une augmentation générale des salaires, celle-ci fut tout de suite absorbée par une inflation galopante. La Constitution propose un programme qui doit être concrétisé dans l'économie et dans la vie sociale. Il est certain que l'impérialisme, la bourgeoisie locale, la presse réactionnaire mondiale, la bourgeoisie espagnole interviennent par tous les moyens pour essayer de faire reculer cette expérience révolutionnaire.

Le tremblement de terre qui a secoué le pays à la fin 1999, a provoqué la mort de 30.000 personnes et plongé des centaines de milliers d'autres dans la misère absolue. Mais cela n'a pas arrêté l'élan révolutionnaire que connaît le Venezuela. Il y eut une réaction unanime de la population, des militaires, du gouvernement, une formidable organisation des premiers soins de la part des civils et des mili-

(Suite page 4)

LA GUERRE EN TCHETCHENIE ET LA NECESSITE DE REVENIR A L'UNION SOVIETIQUE

(Suite de la page 1)

Les medias européens et américains ont commencé à monter la même campagne contre les militaires russes que contre l'armée yougoslave au moment de la guerre du Kosovo. Ils se sont bien caché de montrer l'accueil de la population en Tchétchénie quand l'armée y est entrée, la préoccupation pour que les réfugiés de Tchétchénie au Daghestan aient des conditions de subsistance, les médias n'ont pas dit comment la population a sauvé des soldats russes prisonniers des

mains des bandes islamistes; ce sont les troupes du Ministère de l'Intérieur qui ont commis des exactions à Grozny, pas l'ensemble de l'armée.

Même si Poutine gagne les prochaines élections présidentielles, l'organisation des forces communistes, qui défendent et cherchent le rétablissement de l'Union Soviétique, prend de l'assurance et c'est nécessaire pour toute la gauche de chercher les relations avec eux et de se sentir partie intégrante de ce combat mondial.

L'EXTREME DROITE N'EST FORTE QUE DE LA FAIBLESSE DU FRONT DE LA GAUCHE EN BELGIQUE ET EN EUROPE

(Suite de la page 1)

voilà une partie essentielle des forces capables de lutter et de triompher de l'extrême droite et contre toute dérive autoritaire des partis de droite dits démocratiques. Il ne faut pas se faire des illusions sur les convictions démocratiques du PRL-VLD, du CVP ou du PSC ! Aujourd'hui, ce sont les plus grands défenseurs de la démocratie, de la tolérance, des droits de l'homme, demain ils n'auront pas de problème à mettre la gauche, les socialistes, les syndicalistes, les communistes hors la loi quand les travailleurs mèneront un combat de fond contre leurs intérêts capitalistes. Ils nous entraînent de plus en plus dans les préparatifs de guerre de l'Otan sur tout le globe terrestre. Le budget militaire du gouvernement arc-en-ciel va être augmenté, l'armée belge devra fournir des contingents pour mettre sur pied une armée per-

manente de l'Otan (sous le couvert de l'Union Européenne), et tout cela aux dépens des moyens que l'Etat devrait consacrer au bien-être de la population.

Il faut faire un réel cordon sanitaire, en Belgique et dans toute l'Europe contre les multinationales, contre l'Otan, contre la destruction des services et entreprises publiques, contre le démantèlement de la sécurité sociale et la détérioration de l'enseignement public ! ce cordon sanitaire, ce sont les forces de gauche qui peuvent le constituer et le renforcer avec l'appui des syndicats et en intervenant dans toute la vie sociale et économique au jour le jour. Ce qu'il faut isoler et combattre dans la lutte contre l'extrême droite ce sont tous les partis et les hommes politiques qui défendent les points de son programme et sont prêts à s'allier avec elle pour garder le pouvoir.

A l'origine, le mouvement féministe n'avait pas beaucoup de forces. Il a pu se développer parce que les partis socialistes, et par la suite les partis communistes et les syndicats n'ont pas développé les conditions pour intégrer les femmes aux luttes, avec les mêmes droits et les mêmes finalités que l'homme, ils n'ont pas considéré que la lutte pour la libération de la femme faisait partie intégrante de la lutte contre le système capitaliste.

Le mouvement féministe s'est développé car le syndicat et le parti n'ont pas pris cette lutte en charge à temps et n'ont pas donné les fondements théoriques, les considérations et conclusions programmatiques de cette lutte.

Il n'y a pas de raison à son existence séparée de la lutte du mouvement ouvrier, car la libération de la femme se fait, non pas contre l'homme, mais contre le système capitaliste. Par contre, quand on préconise la libération de la femme sans proposer la finalité et le programme de la lutte contre le système capitaliste, on dirait que la femme se rebelle contre l'homme, le considérant comme la cause immédiate de sa situation. Ceci est dû à l'absence de politique adéquate, d'explication, d'interprétation marxiste de la condition de la femme, comme de celle de l'enfant ou du vieux. Ces problèmes sont similaires, bien que ceux de l'enfant et du vieux aient moins de poids et d'importance. Femmes, enfants et vieux ont les mêmes problèmes, à des degrés divers d'importance, qui sont la conséquence de l'exploitation capitaliste.

L'exploitation capitaliste s'étend aux relations entre les sexes

L'exploitation capitaliste s'étend aux relations entre les sexes, aux rapports matrimoniaux, et ensuite aux relations avec les vieillards et les enfants. C'est le système capitaliste qui développe naturellement la même exploitation dans l'économie et dans les relations humaines. Cela s'exprime également dans les relations familiales, dans lesquelles l'homme veut s'imposer à la femme, et la famille à l'enfant. L'éducation ne se fait pas par la persuasion mais par l'imposition : l'enfant doit obéir. Cela n'est pas la conséquence d'un penchant naturel du père ou de la mère, mais les parents n'ont d'autre remède que d'agir ainsi, parce qu'eux-mêmes, ne sont pas éduqués, et ne peuvent se consacrer à l'éducation des enfants. Ils doivent passer leur temps à gagner un salaire pour pouvoir vivre et n'ont donc pas de temps pour rien d'autre. Et ils se trouvent dans une société, qui n'est pas préparée à résoudre ces problèmes, car il s'agit d'une société de classes.

C'est la même chose en ce qui concerne le problème de la femme. Ce problème s'est manifesté de façon plus aiguë à partir de la première guerre mondiale et n'a pas rencontré de réponse, de considération, d'intégration, dans le mouvement révolutionnaire. C'était une erreur, due essentiellement aux partis communistes. Il faut se rappeler qu'à l'époque de Lénine, il n'y avait pas de jeunesse communiste (comme un mouvement séparé) ni de mouvement féminin. Il y avait le mouvement communiste : jeunes et vieux étaient tous dans le même parti. C'est Staline qui a

LA FEMME, L'HOMME, L'ENFANT, LA FAMILLE ET LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Nous publions ce texte sur la libération de la femme, à l'occasion de la journée mondiale de la femme. Si les conditions de vie économiques de la classe ouvrière se sont améliorées dans les pays capitalistes développés, les relations sociales, humaines n'ont pas changé, au contraire. La libération de la femme ne sera effective que dans la lutte pour une société socialiste.

inauguré la politique des «mouvements de jeunesse», des «mouvements de femmes». C'était une méthode de morcellement de l'activité et une façon de chercher à gagner et attirer la petite-bourgeoisie en cédant à ses préjugés. C'était aussi une peur de la concentration politique d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieux, qui allait élever la vie politique du parti.

Staline voulait séparer, diviser afin de mieux dominer politiquement, mais cette insuffisance était aussi le produit du manque de capacité théorique du mouvement communiste sous la direction de Staline.

C'est à cause de cela qu'il y eut des mouvements féministes de cette nature. En fait, il n'y a pas de raison de créer des mouvements séparés de femmes, de vieux, d'enfants, d'hommes. C'est le système capitaliste qui les exploite tous, et c'est lui qui provoque les problèmes et les dissidences familiales. La famille ouvrière vit dans un espace restreint, seul le père travaille, les autres n'ont pas d'emplois. Comment vont-ils vivre l'égalité de l'homme et de la femme ? L'homme essaie d'appliquer chez lui ce qu'il apprend dans la vie quotidienne sous le système capitaliste, et il applique cela car il n'a pas d'autre remède. Le père doit appliquer à l'enfant les mêmes critères d'imposition qu'on lui applique dans le système capitaliste. Il n'a pas d'autre remède ! Il ne peut passer son temps à lui expliquer. Il ne dispose pas de temps parce qu'il doit se lever tôt pour aller travailler. Il doit gagner de l'argent et se consacrer à nourrir sa famille. Ce sont tous ces problèmes qui ont leurs racines dans le système capitaliste et qui ont été mis de côté dans la programmation des luttes sociales, par les directions socialistes d'abord et par les communistes ensuite.

Dans le mouvement syndical, il y a peu de femmes.

Dans le mouvement syndical, il y a peu de femmes. Cette limitation existe encore aujourd'hui partout dans le monde. En Italie, par exemple, certains secteurs industriels occupent jusqu'à 40% de femmes, qui sont syndiquées, et pas une seule femme n'est à la direction de ces syndicats. Des jeunes travaillent dans les usines mais aucun n'est représenté au syndicat. Ce sont des conséquences du manque de direction consciente. Mais on peut mesurer l'héroïsme de la femme, de l'enfant, et du vieillard dans le prolétariat, par le fait qu'ils n'ont pas pris le chemin de la vengeance, ou d'une réaction de rancœur contre la famille, car celle-ci les oblige à travailler, mais qu'ils s'élèvent et organisent leur intelligence contre le système capita-

liste.

Tout cela n'existe pas dans la famille bourgeoise ; là on s'entre-tue. Sur un million d'enfants de familles ouvrières, 1% peut-être mène une vie disloquée. Mais dans les familles bourgeoises 298 sur 300 font leur vie contre celle de tous les autres : ils assassinent, tuent, massacrent. On voit d'un côté le sentiment créé par la propriété, l'intérêt individuel et l'usage du crime contre ses propres parents pour pouvoir accumuler des richesses, et de l'autre on voit dans les familles ouvrières, un sentiment de compréhension et d'amour humain qui fait que, même dans les pires conditions, on comprend que c'est le système capitaliste qui est la cause de tous ces maux, et pas que le père ou la mère sont mauvais. L'unité de la famille s'élève dans la lutte pour le progrès social.

L'unité de la famille s'élève dans la lutte pour le progrès social.

Toutes les luttes que les femmes ont menées dans le monde montrent la volonté de combat de la femme qui ne s'est pas soumise à l'infériorité sociale que lui a imposé le système de propriété privée. Ce n'est pas l'homme, mais bien le système de propriété privée qui soumet la femme, qui la met dans une situation d'infériorité. La société capitaliste relègue la femme à une fonction inférieure, ce qui engendre par la suite des croyances, des coutumes et toute une éducation sociale qui se retournent contre la femme. Ce n'est pas l'homme qui crée cette situation, mais la société capitaliste qui utilise les forces sociales en fonction de ses besoins d'exploitation à tous les niveaux, sur tous les plans, qu'ils s'agissent des enfants, des femmes et des vieux. C'est le mouvement révolutionnaire, la famille ouvrière, éduquée dans la lutte pour le progrès social, qui peuvent donner une réponse harmonieuse à cette situation. Ils ne peuvent pas encore créer un ordre logique et juste parce qu'ils sont obligés de travailler pour vivre, et de passer tout leur temps à trouver les moyens de vivre chaque jour. Mais, même dans ces conditions, la classe ouvrière s'éduque, et apprend à développer les relations familiales, en même temps qu'elle intervient dans la lutte sociale pour le progrès de toute la société. Ces luttes sont limitées du fait que les syndicats ne sont pas intervenus, au moment nécessaire pour incorporer les femmes, les vieux et les enfants aux luttes sociales. C'est pour cela que les mouvements féministes ou radicaux se sont développés. Ils répondaient à une nécessité urgente, et ni les syndicats, ni les partis ouvriers ne s'y sont inté-

ressés.

Dans quel syndicat, en Italie, par exemple y a-t-il une femme à un poste important de direction ? Il y en a dans de petits syndicats d'employés, mais dans les syndicats du textile et de la chaussure il n'y en avait pas. Ce n'est que maintenant que l'on commence à accepter les femmes dans les postes syndicaux. On ne leur prêtait aucune attention ! Comment ne va-t-il pas surgir un mouvement indépendant de femmes ! Mais où sont les femmes dans les partis ouvriers ? Il y en a une ! deux ou trois ! ! Et c'est tout ! Faire de la femme un objet, d'usage sexuel, d'exploitation au travail ou d'exploitation ménagère est un concept de la société capitaliste qui établit des divisions, du fait que c'est la femme qui porte les enfants et doit s'occuper d'eux, ce qui diminue sa capacité de s'occuper du travail et de la famille. Le capitalisme étend cette relation à tous les niveaux. La femme est inférieure à l'homme parce que le capitalisme le décide ainsi. Il fait en sorte que ce soit elle qui ait un enfant, qui doit le garder, qui doit travailler et faire le ménage. Cela ne répond à aucune nécessité objective. C'est une conséquence de la relation capitaliste.

Demain, la libération de la femme sera accomplie, non seulement comme un produit de la culture et de la connaissance, mais aussi parce que ni les hommes, ni les femmes ne devront rester à la maison pour faire à manger par exemple, on fera des repas pour cent mille personnes à la fois. Ce ne sera pas nécessaire pour une mère de garder 5 enfants et une autre de garder 3 enfants : la société va les éduquer tous ensemble, aucune mère ne se sentira arrachée à son enfant, elle verra que celui-ci sera éduqué socialement, comme la société aura intérêt à le faire. Maintenant, elle n'a pas cet intérêt, parce qu'il y a encore la lutte de classes qui établit des différences de culture, de connaissances, de moyens d'éducation.

Les luttes que les femmes ont menées dans le monde montrent que la femme sentait, tout comme l'homme, la nécessité d'intervenir dans les luttes sociales. Toutes les femmes qui sont intervenues dans ces luttes et dont certaines étaient très intelligentes intellectuellement, comme Rosa Luxembourg, Goldmann, Clara Zetkin, Vera Vigner ne se consacraient pas à faire carrière, mais à libérer l'humanité.

La revendication de l'indépendance de la femme est une conséquence de l'existence de la société capitaliste qui pousse les femmes à une telle lutte, et aussi de l'immaturation du mouvement ouvrier : la Révolution Russe et le Parti de Lénine avaient intégré les femmes au même titre que les hommes, mais l'avant-garde ouvrière du monde n'avait pas encore la maturité suffisante pour le comprendre et elle ne disposait pas des conditions matérielles pour étendre cette expérience après le triomphe de la révolution. La régression vient de là. Ce n'était pas dû à l'incapacité ou à l'arriération du mouvement ouvrier, mais au fait que la relation mondiale des forces n'étaient pas favorable à l'extension de la révolution russe.

Nous rendons hommage à tous les enfants, à tous les vieux et en particulier à toute la volonté combative de la femme,

(Suite page 4)

LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DE CHAVEZ AU VENEZUELA ET LES CHANGEMENTS EN AMERIQUE LATINE

(Suite de la page 2)

taires. Cette réaction unifiée a empêché que la catastrophe décourage les gens et écrase la révolution. Il faut saluer ici l'intervention de centaines de médecins et de techniciens cubains qui ont aidé la population et l'armée à faire face. Il faut saluer aussi le comportement exemplaire des militaires et du gouvernement vénézuélien dans l'utilisation de l'aide internationale. On peut faire la comparaison avec celui des militaires et du gouvernement turc qui n'ont fait que réprimer la population et détourner les fonds d'aide internationale à leur profit, avec celui des dictatures latino-américaines ou même des organisations dites humanitaires mangeuses d'aide financière et matérielle au Kosovo.

Le progrès de la révolution vénézuélienne requiert la reconstruction du pays, un plan de production de logements, de routes, de moyens de transport, d'écoles, d'hôpitaux, une profonde réforme agraire, l'élimination de l'analphabétisme, des épidémies, de la faim. Un tel programme n'intéresse pas la bourgeoisie locale ou internationale. Celle-ci s'est toujours contentée des bénéfices de l'exploitation du pétrole et d'un petit marché d'importation pour satisfaire ses propres besoins de luxe. Maintenant, il s'agit d'incorporer pleinement toutes les masses, inclus paysannes et indigènes, à la vie économique et sociale. Les objectifs posés par le gouvernement sont : le Venezuela pour tous les Vénézuéliens, l'élimination de la faim, du chômage, de la pauvreté. Tout cela implique des changements profonds qui vont mettre à nu les limites de la structure capitaliste et privée de l'économie. On ne peut rien construire d'important sur la base de la propriété capitaliste. Il faut remplir les vides et les imprécisions qui existent encore dans le programme de Chavez. Il ne faut pas attendre que les bourgeois subordonnent leurs intérêts privés à l'intérêt public ou adoptent un comportement moral. L'expérience de toute l'histoire latino-américaine montre que les bourgeoisies ne défendent pas l'intérêt de la société, mais se préparent à liquider les révolutions nationalistes.

Le contrôle ouvrier et populaire sur les entreprises d'Etat est un point fondamental pour empêcher la reproduction du monstre bureaucratique et technocratique. Le fonctionnement démocratique va influencer les techni-

ciens et gagner les meilleurs d'entre eux à la perspective révolutionnaire. La majorité des fonctionnaires des entreprises d'Etat ne sont pas nécessaires pour assurer la production, ce sont des parasites de la structure publique, et ils représentent un danger pour la révolution car ils préparent toutes sortes de sabotages. C'est pour contrecarrer cela qu'il faut le contrôle ouvrier et un travail commun entre ouvriers, paysans, étudiants et militaires. L'union de l'armée et de la société va empêcher que la réaction utilise les militaires contre les masses. Le plan de démocratisation des forces armées est très important. La Constitution leur donne le droit de vote et de participation active à la vie politique, ainsi que le droit de ne pas obéir à des ordres contraires à la Loi fondamentale. D'autre part, la création du Parti de la Révolution est une tâche primordiale. C'est un instrument pour organiser la vie politique commune entre les militaires nationalistes révolutionnaires, les ouvriers, les paysans, les étudiants. Chaque secteur social doit maintenir son organisation propre, ses revendications indépendantes, tout en construi-

sant cette alliance avec les militaires. Les révolutions nationalistes au Pérou et en Bolivie ont échoué à l'étape antérieure, parce que les militaires ne se sentaient pas la force d'envisager la liquidation du système capitaliste. Il faut faire la discussion de ces expériences aujourd'hui. Toute la gauche en Amérique Latine doit en discuter.

Au BRESIL, la révolution vénézuélienne doit être matière à des discussions, des résolutions de soutien de la part du PT (Parti des Travailleurs de Lula), du MST (Mouvement des Sans Terre). Une polémique est en cours au sein du PT entre ceux qui veulent des alliances et ceux qui veulent le programme révolutionnaire indépendant.

Dans un pays comme le Brésil, il est logique de chercher des alliances avec un secteur de la bourgeoisie, qui se heurte de front aux intérêts de l'impérialisme nord-américain. En même temps, il faut être attentif à ce qui se passe dans les forces armées. Un secteur nationaliste important se développe parmi les militaires, qui vont se sentir encouragés par l'exemple du Venezuela : c'est le secteur qui a résisté le plus énergiquement contre la privatisation de Petrobras

(industrie pétrolière du Brésil) et qui défend l'Amazonie contre les assauts des multinationales. Mais il faut voir aussi que le Brésil, ainsi que l'Argentine et le Mexique, sont décisifs dans la structure capitaliste de l'Amérique Latine.

Les alliances ne sont que transitoires. Des formes de guerre civile surgissent déjà dans des zones contrôlées par la droite, les affrontements armés sont fréquents avec le mouvement des Sem Terra, des juges acquittent des policiers responsables de massacres etc.

Pour Cuba, la révolution vénézuélienne est importante. Cuba peut contribuer beaucoup à son progrès, en soutenant la construction du Parti de la Révolution et l'aidant à développer un programme anticapitaliste.

Le Venezuela a un atout important : la richesse du pétrole et la structure publique de son exploitation. C'est une nouvelle révolution qui se développe sous le nez de l'impérialisme US.

La Maison Blanche dit qu'elle suit avec préoccupation les événements du Venezuela et tient en état d'alerte des centaines d'agents pour saboter la révolution. C'est la tâche des masses du Venezuela, des militaires et de toutes les forces progressistes d'Amérique Latine et du monde, de faire avancer la révolution au Venezuela, de la soutenir, de la défendre.

Le 25 février 2000

LA FEMME, L'HOMME, L'ENFANT, LA FAMILLE ET LA CONSTRUCTION

(Suite de la page 3)

en tant qu'être humain, qui ne s'est pas laissé soumettre à l'infériorité sociale, car son infériorité est sociale et non due au sexe, dans laquelle le système d'exploitation l'a condamnée à vivre.

Elle devait être tout à la fois mère, ménagère et travailleuse. Malgré cela, la femme s'est incorporée aux luttes sociales. Le développement des luttes sociales a stimulé et élevé son intelligence. Ce n'est pas grâce à l'enseignement capitaliste, mais grâce aux luttes sociales que la femme a compris que son infériorité n'était pas une conséquence de l'homme, mais un résultat du système de propriété privée. Ce sont les Etats ouvriers qui expriment le mieux cette égalité. Il ne le font pas encore correctement, ni avec toute la portée possible, mais c'est dans les Etats ouvriers que la femme peut progresser vers des relations sociales d'égalité avec l'homme. Ils sont égaux comme être humains, divisés en deux sexes par le processus de la nature, que la société a cherché à exploiter.

Cela montre que le socialisme n'est pas le résultat de la volonté ou des besoins de l'un ou l'autre, mais le résultat du développement de la vie. La vie crée le besoin et la volonté de la société de se libérer du capitalisme, et la volonté de la femme

de se libérer de sa double soumission au système de propriété privée : au travail et à la maison. Mais cette soumission à la maison ne provient pas d'une arriération, d'une relation martyre, ou d'une oppression du mari, mais des relations sociales de propriété qui s'expriment aussi à la maison.

Cela ne peut finir qu'avec l'élimination du système capitaliste. Les partis communistes sont en retard, car ils ne programment pas d'intégrer la femme à égalité avec l'homme. Le manque de vie politique, de vie théorique dans les syndicats et dans les partis, le manque d'idées, diminue la compréhension du parti, et conduit à ne pas avoir de compréhension scientifique du problème de la femme, et donc à se laisser imposer la conception sociale venant du capitalisme.

La libération de la femme est un problème social et non individuel.

La libération de la femme est un problème social et non individuel. La libération sociale se fait contre le système capitaliste. Tous les mouvements féministes qui existent dans le monde ont une caractéristique commune : la volonté de lutter

contre le système capitaliste. La norme du mouvement féministe est la lutte contre le système capitaliste, ce qui prouve que l'expérience de la révolution russe et des Etats ouvriers a ses effets sur les consciences, l'esprit des être humains, entre autres des femmes, des enfants et des vieux.

La lutte pour le socialisme, le progrès acquis par les Etats ouvriers, y inclus la Chine, influencent l'humanité, et donnent aux femmes, aux enfants, aux vieux la confiance et la certitude que ces divisions, ces séparations entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux sont transitoires. Ils pensent et agissent avec cette compréhension. Les mouvements féministes ont eu un succès réduit et ne vont plus avoir de succès dans les prochaines étapes. Ils peuvent en avoir dans des milieux restreints, ou dans l'une ou l'autre réunion. Mais les femmes du monde entier savent qu'elle luttent pour les mêmes choses que les hommes. Elles ont cette expérience de la vie et des Etats ouvriers. Elles ne considèrent pas seulement la participation des femmes dans les guerres civiles, mais aussi les expériences des luttes sociales de tous les jours. Il existe une élévation de la conscience et des sentiments humains des hommes et des femmes, qui les conduisent à une identification. La séparation des sexes ne signifie pas une séparation entre les être humains.

Le 24 janvier 1980

L'ÉCHEC DE CAMP DAVID ET LA NÉCESSITÉ DE LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE AU MOYEN ORIENT

Les négociations de paix à Camp David entre Palestiniens et Israéliens sous l'égide des États-Unis, n'avaient pas pour objectif d'amener une solution stable et pacifique dans la région, elles répondaient à des besoins particuliers de Clinton et du Parti Démocrate et au besoin de freiner la débâcle du gouvernement israélien. Ils voulaient tous se sauver au prix de nouvelles concessions de la part de Arafat. Malgré toute sa faiblesse, cette direction de l'OLP a rejeté le chantage des israéliens et des États-Unis, qui voulaient interdire tout retour des réfugiés en Israël, imposer la souveraineté d'Israël sur Jérusalem Est et empêcher toute déclaration de création de l'État Palestinien. Arafat a dû tenir compte des forces au sein des masses palestiniennes et des autres pays du Moyen Orient qui veulent rompre l'emprise des États-Unis et d'Israël. En refusant de signer les nouvelles concessions proposées par Barak et Clinton, Arafat exprimait également le sentiment d'une partie importante du peuple israélien qui ne veut plus vivre dans un état permanent de guerre contre tous les autres pays arabes.

Le gouvernement nord-américain ne peut, ni ne veut faire des propositions de paix justes pour le Moyen Orient. La guerre est sa seule politique, ou alors, des accords du type de ceux de Rambouillet contre la Yougoslavie. Arafat devait leur servir à signer de nouveaux accords de Rambouillet : les acteurs changent, mais les rôles restent les mêmes : les Serbes sont maintenant les Palestiniens, et l'OTAN est Israël. Mais les masses arabes ne se sentent pas intimidées : elles voient l'échec de l'occupation du Kosovo par l'OTAN, comme elles ont vu le récent retrait de l'armée israélienne du Sud Liban. La presse bourgeoise elle-même compare ce retrait à la fuite des Yankees de Saïgon.

L'État israélien a très difficile à maintenir sa fonction de gendarme des intérêts de l'impérialisme nord-américain contre les peuples arabes. Cette fonction est en train de provoquer des crises sociales et des distorsions profondes dans le fonctionnement du capitalisme en Israël. La société israélienne ne peut plus participer à la fois comme otage et complice de cette fonction, sans que se produisent de grandes fractures internes. L'arrogance militaire et politique des dirigeants israéliens sert à l'enrichissement de petites couches réactionnaires en Israël qui nient tout droit aux masses palestiniennes et paient misérablement la main d'œuvre. Dans tous les pays arabes, de grandes manifestations ont célébré la fuite de l'armée israélienne du Liban. Après 35 ans d'occupation dictatoriale par Israël, la volonté de lutte des masses n'a pas été liquidée. Au contraire, la tension permanente de guerre et le pouvoir militaire sont en train de miner la propre direction bourgeoise d'Israël, tant travailliste que conservateur. Dans tous les pays arabes d'importantes manifestations de masses ont eu lieu; en Syrie, des millions de personnes ont participé aux funérailles de Assad, et ont empêché ainsi les États-Unis d'imposer leur candidat.

L'échec de Camp David signifie aussi l'échec de toutes les vieilles directions arabes. Il n'y a plus aucune perspective pour le développement national de l'un ou l'autre État. Il faut ouvrir une discussion sur la nécessité de l'unification révolutionnaire des pays arabes, d'une planification commune de l'exploitation et la distribution des ressources naturelles : l'eau comme le pétrole. Il faut inclure l'État d'Israël dans une fédération de pays avec les mêmes droits démocratiques pour tous. Les masses israéliennes sont aptes à vivre en paix avec les peuples arabes. Les mouvements pacifistes ont acquis une grande importance. Il faut compter sur eux pour liquider les secteurs réactionnaires et pro impérialistes en Israël. Les mouvements progressistes arabes doivent faire des appels à la gauche israélienne, aux jeunes. Mais il faut pour cela dépasser les propositions simplement nationalistes et mettre au centre de tout le progrès social de tous les pays du Moyen orient, la transformation de toute la société.

Nous appuyons de toutes nos forces la décision de l'OLP de déclarer la constitution de l'État Palestinien en septembre. C'est un acte qui affronte l'arrogance de l'impérialisme nord-américain. Mais cette déclaration ne peut résoudre par elle-même les problèmes des masses palestiniennes : si tous les réfugiés, qui sont plus de trois millions, rentrent dans cet État, que vont-ils faire ? comment produire, investir, vendre ? Les États-Unis ont déjà annoncé un boycott immédiat, et les principaux gouvernements réactionnaires arabes feront de même. Un État palestinien n'a de futur qu'en faisant partie d'une fédération régionale, même si c'est compliqué à mettre sur pied.

Il faut prévoir que les masses palestiniennes, arabes et israéliennes vont chercher à intervenir beaucoup plus intensément et provoquer des profondes fissures dans les appareils nationalistes et les monarchies gouvernantes. Les mobilisations en Syrie, en Égypte, au Liban, ainsi que les processus qui mûrissent en Libye, en Irak, au Maroc en sont l'expression.

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

38^{ème} Année - septembre 2000 - N° 414 - 20 Francs

Périodique bimestriel - Dépôt de Bruxelles 4
Editeur Responsable: Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62-1040 Bruxelles
CCP: 000.0976234-26 - Téléphone: 02/732.21.95 - E-Mail: lutte.ouvriere@chello.be

LA CRISE PERSISTANTE DU CAPITALISME ET LE REEL APPAUVRISSEMENT DE LA POPULATION EN BELGIQUE

Editorial

On nous rabat les oreilles avec la « fin de la crise » et la croissance économique retrouvée en Europe et en Belgique. Mais pourquoi le pouvoir d'achat des masses continue à s'éroder ? pourquoi des entreprises ferment l'une après l'autre, pourquoi des secteurs très importants de l'économie passent aux mains du capital français, hollandais, américain, allemand ? pourquoi les jeunes et les moins jeunes sans travail ne trouvent-ils pas d'emploi ? des coupes sombres sont annoncées dans les services publics, les entreprises publiques sont en voie de privatisation et réduisent leur personnel par dizaines de milliers à la Poste, aux chemins de fer. Dans l'enseignement et les services à la population, on n'augmente pas l'emploi malgré les déclarations en ce sens du gouvernement.

Cette croissance est purement conjoncturelle, cyclique et transitoire. Elle résulte des restructurations et concentrations auxquelles le capitalisme a procédé massivement ces dernières années dans toute l'Europe et qui entraîne une redistribution des activités économiques, mais pas une augmentation globale de l'emploi. Par ailleurs, une part de plus en plus importante de l'activité économique en Belgique fait partie de l'économie souterraine (une étude universitaire citait 35 à 40%), occupant les travailleurs belges ou immigrés, sans papiers, venus essentiellement de l'Europe de l'Est. Quand les ministres flamand et wallon du Travail déclarent qu'il y a une pénurie de travailleurs qualifiés dans certains secteurs et qu'il faudra faire appel à des travailleurs est européens, cela montre bien où se situe le problème : ce n'est pas par manque de main d'œuvre belge,

mais parce que celle-ci coûte soit-disant trop cher aux patrons de ces secteurs qui ne peuvent plus maintenir un taux de profit suffisant.

La croissance économique n'est vraie que pour les entreprises capitalistes déjà importantes et qui ont retrouvé, après de multiples réorganisations et liquidations de travailleurs, un petit créneau de développement. Tandis que certains se développent, d'autres secteurs s'effondrent, de Mouscron à Manage ou Bruxelles, dans le textile, la métallurgie etc.. Cela se fait, de toute manière, en profitant de la crise terrible qui a détruit des centaines de milliers d'entreprises et d'emplois dans le sud-est asiatique les années précédentes. Cette croissance est un écran qui camoufle la détérioration des conditions de vie de la majorité de la population, en Belgique et

(Suite page 2)

**POUR L'OTAN,
LA « GUERRE FROIDE »
CONTINUE**

Voir page 2

**LA FORMATION DE
L'État PALESTINIEN
ET LE PROCESSUS
RÉVOLUTIONNAIRE MONDIAL.
J. POSADAS
19 Février 1978**

Voir page 3

**Brésil
POURQUOI
« REVOLUCAO SOCIALISTA »**

Voir page 4

**LES ÉLECTIONS
AU MEXIQUE ET LA CRISE
DE LA GAUCHE**

Voir page 4

LA CRISE PERSISTANTE DU CAPITALISME ET LE REEL APPAUVRISSEMENT DE LA POPULATION EN BELGIQUE

(Suite de la page 1)

dans le reste du monde. Elle ne va pas durer, elle est purement conjoncturelle.

Le mouvement syndical et les partis de gauche se laissent prendre à ces voix de sirènes, et se contentent de considérer les chiffres de la croissance pour simplement réclamer le partage de ses fruits. C'est tout le sens des actuelles discussions au sein du gouvernement arc-en-ciel. Le PRL annonce la fin de la crise et en profite pour pousser à une réduction d'impôts sur les revenus les plus élevés et ceux de la classe moyenne, et sur les bénéfices des sociétés, en même temps qu'une réduction des charges sociales patronales.

Le PS et les Écolos, au nom de l'équité, demandent une meilleure distribution des miettes, quelques milliards pour la caisse des pensions, quelques autres pour l'enseignement et les revenus de remplacement. Les directions syndicales limitent à l'avance les revendications interprofessionnelles à la suppression de la norme salariale.

Pendant des années, ce sont les travailleurs, la grande majorité de la population en Belgique qui ont fait les frais de la crise capitaliste, des restructurations, de la concentration européenne du capital, de l'instauration de la CEE, et maintenant de l'Union Européenne et de l'Euro, de l'alignement sur les exigences de Maëstricht. Le pouvoir d'achat et les conditions de vie générales de la population se sont détériorées. La croissance actuelle ne se manifeste en rien pour les masses ! Après avoir pris 20% dans la poche des travailleurs, le gouvernement annonce qu'il va nous en offrir 2 pour nous faire bénéficier de la croissance !!! Par contre, les profits capitalistes n'ont fait qu'augmenter pour les plus gros, et maintenant le gouvernement (avec socialistes et écolos) va leur donner de nouvelles réductions de charges sociales et d'impôts. Ce sont les travailleurs qui paient doublement : on a payé la crise et maintenant on paie la croissance.

Les prochaines négociations interprofessionnelles, semblent fixées d'avance. la seule revendication de fait sera la suppression de la norme salariale, ce qui est certainement positif, mais cela ne suffit pas pour défendre les droits fondamentaux des travailleurs et de la population : droit au travail, droit à des conditions de travail et de vie dignes, à l'enseignement de qualité pour tous

et des soins de santé pour tous, des services publics dignes de ce nom.

Le bilan du gouvernement arc-en-ciel est amer pour la gauche. Les travailleurs, et les militants des partis écolo et socialiste ne ménagent pas leurs critiques et leur protestation.

Ce n'est pas avec de la moralité, de l'honnêteté ou la connaissance technique de dossiers traités au gouvernement que la gauche peut défendre les intérêts de la population. La gauche s'est fortement affaiblie dans cette participation inutile au gouvernement avec le PRL et laisse

les travailleurs désarmés face à toutes les offensives que le capitalisme continue sans relâche.

Le parti Écolo ne trouve pas autre chose que d'inventer un « syndicat de la vie quotidienne » pour organiser la lutte populaire, et crée ainsi une confusion de plus en réduisant l'importance de l'organisation syndicale et le rôle des travailleurs dans la lutte pour changer réellement la société capitaliste. En fait, cette nouvelle création indique la crise au sein du mouvement Écolo, qui ne supportera plus longtemps la participation au gouvernement avec la droite, sans des ruptures en son sein. La proposition de créer un syndicat de la vie quotidienne est un exutoire à cette crise.

Ce « syndicat » remplace la lutte des classes par des mobilisations de

« personnes », non pas contre les tenants du pouvoir réel que sont les patrons, les banques et leurs organismes internationaux ou locaux, mais contre les fantômes que sont les pouvoirs politiques à tous les niveaux en Belgique.

Mais cette idée du syndicat de la vie quotidienne peut se développer à cause du manque d'initiative, de combativité et de perspective anticapitaliste du mouvement syndical. C'est nécessaire de mener cette discussion, de préparer les travailleurs à une nouvelle aggravation de la crise capitaliste en Belgique et dans toute l'Europe et de créer des liens au-delà des frontières linguistiques ou nationales pour établir un programme commun de défense de la sécurité sociale, des emplois, de conditions de vie dignes pour tous.

POUR L'OTAN, LA « GUERRE FROIDE » CONTINUE

Malgré divers débats au sein des pays de l'Otan sur la formation d'une armée européenne, les intérêts de l'impérialisme nord-américain continuent à prévaloir sur le reste du capitalisme. Cela ne veut pas dire simplement que les Tass européens se sont inclinés devant le diktat américain, mais que les intérêts des plus gros capitalistes européens et américains coïncident sur l'essentiel.

L'essentiel pour eux est d'élargir les prérogatives de l'OTAN sur toute l'Europe et d'affaiblir au maximum la Russie, la Chine, les pays du Moyen orient ou d'Amérique Latine qui auraient des velléités d'indépendance économique.

Les multinationales qui dominent le monde entier, que ce soit dans le domaine du pétrole, des métaux, de la chimie, l'informatique, les armes, englobent de gros intérêts européens, comme US. Les capitaux européens qui sont investis aux États-Unis se fondent dans la politique US, tandis que les capitaux nord-américains restent liés à la politique des États-Unis. L'économie européenne n'a aucune indépendance réelle. Pour le capitalisme, seule l'économie de marché a le droit de diriger le destin des pays et comme les États-Unis sont les plus puissants centres économiques, il va de soi qu'ils aient la prépondérance politique, avec toutes les conséquences sur les choix et les décisions de l'OTAN.

La guerre contre la Yougoslavie n'intéressait pas uni-

quement les États-Unis, mais aussi les grands capitalistes d'Europe. Les uns et les autres entretiennent en commun un antagonisme historique avec ce qui reste du « système socialiste » et ont besoin en permanence de maintenir et de développer les armements les plus sophistiqués, les forces armées les plus qualifiées, les plans de guerre et les politiques de déstabilisation des ex-pays socialistes et de tout pays qui voudrait progresser vers le socialisme.

L'Europe ne pourra jamais avoir une armée indépendante des États-Unis sans perturber les rapports de forces économiques et politiques fondamentaux entre eux. Cela n'empêche pas la concurrence furieuse entre eux ! Les menaces de nouvelle « crise pétrolière » en sont un exemple : le capitalisme US, par l'intermédiaire des grandes compagnies pétrolières, fait monter les prix du pétrole pour casser toute reprise économique en Europe et faire pression sur la monnaie européenne, pour réduire sa capacité concurrentielle. C'est une sorte de guerre entre les différentes puissances capitalistes. Mais de là à ce que le capitalisme européen trouve la force de construire une armée propre pour défendre ses intérêts il y a une grande marge qu'il n'est pas capable de franchir.

Cependant, tous les États qui constituent l'Otan ont besoin de cette machine de guerre pour détruire tout ce qui reste encore des pays socialistes, pour affronter toutes les forces qui veulent recons-

truire l'Union Soviétique et le camp socialiste. Cela explique l'unanimité de l'OTAN à propos du sous-marin Kursk. Tous les médias ont retrouvé le langage de l'époque de la « guerre froide » pour parler de l'armée russe !

La possibilité d'un attentat – ou en tout cas d'un curieux accident – provoqué par un sous-marin britannique ou américain a été présentée par l'État-Major de l'Armée Russe et dénigrée aussitôt par tous les médias qui n'ont voulu voir que l'état de délabrement de la Marine Russe, l'incapacité et le retard technique des militaires etc.. en se gardant bien de rappeler, toutefois, tous les accidents survenus à des avions militaires américains, français, britanniques, perdus au fond de l'océan avec leur chargement atomique ! Cet « accident » du Kursk est intervenu alors que la Marine russe se préparait à revenir en Méditerranée après 15 ans d'absence.

Un an après le déclenchement de la guerre de l'Otan contre la Yougoslavie, et qui avait vu la faiblesse de la Russie pour empêcher cette guerre malgré ses protestations véhémentes, un déploiement de la Marine russe en Méditerranée représente un danger pour l'accomplissement des plans futurs de l'OTAN contre l'Europe de l'Est ou le Moyen Orient. Il en est de même pour l'intervention militaire russe en Tchétchénie qui contrecarre les plans de l'OTAN d'éclatement total de la Fédération de Russie.

C'est pour ces raisons que l'Europe capitaliste restera toujours dépendante de l'impérialisme américain car leurs intérêts vitaux sont en jeu au travers de l'OTAN.

La création d'un État palestinien - même sur un territoire réduit - ne présenterait aucun problème, s'il s'agissait simplement de créer un petit état, à partir duquel se ferait un développement. Le problème réside dans le fait qu'ils veulent bien céder aux palestiniens un petit état pour que celui-ci ne se développe pas. C'est la grande bourgeoisie qui le dominerait, l'organiserait et donc, l'annulerait.

Le problème de la Palestine se pose aujourd'hui d'une autre façon que dans le passé : Les Juifs et les Palestiniens ont le même droit de vivre et d'exister. Aujourd'hui, cela se pose dans le contexte global de la lutte de classes, dans lequel les Palestiniens doivent affronter des Arabes et des Juifs, unis sur une base réactionnaire contre le progrès de l'histoire. Ce n'est plus la même chose qu'avant.

L'attitude de la Syrie est instable. Assad été aussi réactionnaire que Begin. Il n'est pas exclu qu'il récidive. Tous agissent et tendent à s'unifier devant le danger objectif d'être dépassés par la lutte révolutionnaire. Assad moins que Sadate qui a une attitude encore plus épouvantée en tant que capitaliste. Mais ils ont tous quelque chose en commun, maintenant comme avant. Pour cette raison, tous ces pays établissent des relations entre eux pour les rompre le même jour à vingt heures et les rétablir à nouveau le lendemain à six heures du matin : des histoires dignes des « Marx Brothers ».

Le problème ne se pose plus comme avant. Les Palestiniens comptent sur des tendances nationalistes bourgeoises, assez à gauche, en Arabie Saoudite et au Koweït. On peut en partie, compter sur elles. Mais la création d'un petit État Palestinien n'est pas une manière de résoudre le problème. Un tel état, doit, au moins disposer du droit à l'autodétermination, des droits démocratiques et du droit de s'adresser aux masses juives.

A l'étape actuelle, il faut unir les Palestiniens avec les masses juives et avec les masses arabes. Il faut appeler à cette union et avoir la patience d'attendre. Sinon, les Palestiniens vont être étouffés dans ce petit état.

Au Moyen Orient, c'est un peu la même chose que dans les Balkans avant 1940. A l'époque des rois, il y avait ce genre de disputes. Le capitalisme encourageait ces disputes afin que personne ne puisse former un grand pays qui dominerait les autres. La différence historique avec le Moyen Orient, c'est que les pays des Balkans sont tous devenus des états ouvriers. ! Avant, n'importe quel progrès, comme celui que fait actuellement l'Éthiopie, aurait

LA FORMATION DE L'ÉTAT PALESTINIEN ET LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE MONDIAL

J.POSADAS

19 Février 1978

été rapidement écrasé. Mais aujourd'hui, c'est impossible.

Nous sommes d'accord pour un État Palestinien, à condition de faire en même temps un appel aux masses d'Israël, aux masses de tout le monde arabe, montrant qu'un État Palestinien est totalement instable. Il n'y a pas de place pour le développement historique d'un État Palestinien. Il faut poser le problème palestinien à niveau beaucoup plus large et plus élevé. Les Palestiniens doivent faire face à la réaction arabe qui s'est unifiée à la réaction juive d'Israël. Ils doivent affronter cela. Dans cette situation, le petit mouvement d'Arafat serait écrasé et n'aurait pas de champ d'action possible ; ce serait une tromperie pour les masses palestiniennes de croire que cet État Palestinien sera une solution.

Il faut le discuter avec les camarades palestiniens. Il ne faut pas rester soumis, dans l'attente d'un changement, mais voir quelles sont les conditions pour que vive un État Palestinien. Celui-ci peut être un centre. Dans ce cas, ils doit s'unir à des pays arabes progressistes tels que l'Algérie, la Syrie ou la Libye, mais la condition est de permettre le développement de la lutte pour le progrès, sans quoi cet état meurt d'étouffement. Un nouvel état n'a pas de sens, si c'est pour concurrencer le système capitaliste. Faire un nouvel État Palestinien qui n'aurait pas l'objectif d'éliminer l'impérialisme et le capitalisme dans la région n'a aucun sens, aucune transcendance, ni aucune possibilité de vivre.

Quel peut-être l'objectif de la création de cet état ? Construire un grand pays ? Pour cela, il doit se développer économiquement et concurrencer les autres pays. Mais il n'a aucune perspective de développement économique. La création d'un pays, à la veille de l'effondrement du système capitaliste, ne peut pas se poser comme avant. Il faut le faire en tenant compte de ces conditions historiques de la proximité de la guerre. Les conditions existent pour s'unifier et se développer comme états ouvriers. L'organisation comme un état indépendant doit servir à cet objectif. Il faut créer un courant appuyant la capacité historique de l'organiser à cette fin. Il ne s'agit pas de faire

une « nouvelle patrie ». cela n'a pas de sens historique et il n'y a pas de conditions économiques et sociales pour développer cette patrie, surtout si l'on tient compte du fait que le capitalisme est en train de faire des préparatifs de guerre.

Les Palestiniens font le plus souvent, des considérations patriotiques, locales, territoriales et religieuses. Mais les problèmes ne se posent plus comme à une autre étape de l'histoire. Il faut discuter avec les camarades palestiniens pour qu'ils voient que les directions politiques éludent cette discussion en mettant en avant « la patrie », le « destin du pays ». Dans quelles conditions vont ils faire un pays ? Avec quel objectif ? Dans un sens, la formation d'un État Palestinien serait quelque chose de favorable car il rendrait plus difficile l'intervention du système capitaliste. Mais d'un autre côté, toute la bourgeoisie arabe cherche à créer et renforcer une couche bourgeoise palestinienne, qui étoufferait toutes les autres. Pourtant, aucun de ces pays - que ce soit la Palestine, la Jordanie, la Libye, la Syrie - n'a pas la possibilité ni le besoin de se développer en tant qu'entité indépendante.

Quelle est la fonction historique du « pays » ? Il ne faut pas en rester au sentiment patriotique, religieux ou nationaliste arabe. Telle est la fonction du pays. On peut passer par une étape de patrie palestinienne, mais il faut une direction à cette patrie pour unifier le pays sur une base économique qui permette son développement. Autrement, la population vit toujours dans la pauvreté, et dans ces conditions, un petit noyau bourgeois domine complètement tout. Il faut discuter comment élever la culture et l'intervention des masses, et faire en sorte que les masses puissent avoir le temps d'intervenir et de développer des courants et des tendances qui se préoccupent de ce problème.

Quel serait l'objectif d'un État Palestinien, d'une patrie palestinienne ? Satisfaire mille ou dix mille palestiniens ? Ou élever la vie de tout le peuple palestinien ? Une patrie ne sert à rien, si ce n'est pour faire progresser la vie du peuple. Il faut considérer ce qu'ont fait les Bolcheviques en

1917. Ils ont unifié des peuples qui parlaient 32 langues différentes, en une seule : l'Union Soviétique. Mais le langage soviétique est celui qui permet de communiquer et de transmettre la nécessité du progrès.

Il faut approfondir ces problèmes, qui sont relativement nouveaux. Au Koweït, par exemple : Il y a 78 habitants, parmi lesquels 4 brigands qui sont les chefs. On importe tout, même l'eau. Pourtant, toutes leurs richesses leur permettraient de transformer toute l'eau de l'océan en eau potable. Mais au lieu de cela, ils possèdent des automobiles où il suffit de pousser sur un bouton pour avoir du café, du thé... et le reste de la population n'a même pas d'eau potable. Il faut montrer que tout cela est illogique.

Nous ne sommes pas contre un État Palestinien, mais il faut expliquer à quoi il doit servir. Si c'est pour faire une « grande patrie », cela n'a pas de sens. D'ailleurs, on donnera les terres les plus désertiques aux Palestiniens. Mais un État Palestinien peut, de toute manière, être utilisé comme un moyen pour développer un centre d'unification de la lutte des masses arabes, de recherche d'unité avec les masses israéliennes contre le système capitaliste.

Mais l'État Palestinien ne pourra pas faire cela sans rencontrer de résistances. Il devra compter avec les autres pays arabes. Abache et Hawatmeh parlent eux aussi, avec un sentiment patriotique énorme, comme si la « patrie » allait résoudre tous les problèmes. On ne leur donnera aucune patrie !

Même pas un morceau de désert. S'ils doivent installer un pays qui dépende des cotisations des autres pays arabes pour vivre, ces derniers imposeront un gouvernement, une direction, une police qui serviront d'intermédiaire pour eux et non pour le peuple palestinien.

La bourgeoisie arabe pro sioniste et l'impérialisme ne peuvent supporter un mouvement de libération qui procède à des transformations sociales. Ils ne peuvent le supporter ! D'autre part, plus aucun petit pays ne peut se proposer de passer, pour se développer, par une étape de développement bourgeois. Il faut poser la nécessité de fédérations et confédérations. Il existe une expérience historique, qui est commune à toutes les masses du monde : celle d'avoir vu que le Vietnam est sorti de son état arriéré en étatisant et en planifiant son économie.

J.POSADAS
19 Février 1978



Brésil

POURQUOI « REVOLUCAO SOCIALISTA »

Ce journal se propose d'assurer la continuité d'une tâche, jamais interrompue, menée de l'avant par la IV^{ème} Internationale Posadiste au Brésil au travers du journal FRENTE OPERARIA, de contribuer à la formation d'une direction qui comprenne l'importance et la validité du programme et des objectifs du socialisme comme seule voie pour la libération du peuple du joug capitaliste, une direction capable d'organiser la population exploitée et disposée à entreprendre une action nécessairement révolutionnaire.

Cette tâche s'est accomplie, au travers de l'intervention physique directe de J. Posadas au Brésil, de l'organisation de la Section Brésilienne de la IV^e Internationale, au travers d'une intense activité dans les mouvements paysans, syndicaux et étudiants pendant des dizaines d'années. Nos camarades JEREMIAS, OLAVO HANSEN, SIDNEY FIX MARQUES, RUY OSWALDO PFIZENREUTER, assassinés en pleine action d'organiseurs révolutionnaires, dans les moments les plus intenses de la lutte contre l'oppression capitaliste et la dictature militaire, en donnent le témoignage le plus fort, aux côtés d'une infinité de militants de l'avant-garde révolutionnaire du pays, emprisonnés, torturés, persécutés.

Le journal FRENTE OPERARIA a mené un travail persistant d'organisation et de diffusion des idées marxistes et de la pensée posadiste, de 1953 à 1971. Il a continué de paraître, même dans les circonstances de répression et de persécution les plus dures. Nous rappelons avec la plus grande émotion comment le camarade Rui Osvaldo a donné sa vie en essayant d'avertir de l'arrivée de la police, les camarades de l'équipe « technique » qui imprimaient clandestinement le journal. Il pouvait arriver n'importe quoi, mais la presse posadiste renaissait toujours. Nous avons toujours été un mouvement convaincu de soutenir des idées utiles, nécessaires, un mouvement agissant comme un bien public pour le progrès et la croissance de toute l'avant-garde révolutionnaire et pas pour défendre une simple fraction.

Cette activité a changé de forme, pendant les années 80-90, avec notre participation comme Courant Posadiste au Parti des Travailleurs. Cofondateurs de ce parti, nous participons et militons pour affirmer les mêmes idées, programmes et principes, en essayant d'accompagner l'évolution du processus historique, même dans les conditions les plus difficiles, comme celles créées par la dissolution de l'Union Soviétique et du « camp socialiste ». En apparence, les fondements théoriques, politiques et programmatiques du marxisme semblaient mises en échec, et chaque organisation révolutionnaire fut soumise à un sévère examen de l'histoire. Mais nous sommes sortis de cette épreuve la tête haute, comme l'ont fait un nombre croissant de secteurs d'avant-garde, et surtout les masses immenses dans le monde qui continuent à résister et à faire face aux conséquences de la prédominance quasi globale du capitalisme.

Pourquoi REVOLUCAO SOCIALISTA : non seulement, nous sommes convaincus que les objectifs du socialisme sont totalement valides, mais nous pensons aussi qu'il n'y a pas d'autre voie que la révolution pour y parvenir. Nous savons que les révolutions ne se décrètent pas, ce sont

des phénomènes historiques, d'ailleurs assez rares. Elles sont la conséquence de la lutte universelle entre les classes, elles sont l'accumulation de forces immenses qui éclosent à maturité, indépendamment de la volonté de ceux qui luttent pour le socialisme. Ces révolutions peuvent triompher ou être mises en déroute, elles peuvent maintenir leur force transformatrice ou dégénérer, mais elles ont démontré déjà qu'elles sont la seule manière de transformer profondément la réalité. Elles sont aussi inévitables. Nous travaillons pour qu'elles donnent des fruits durables, pour pouvoir reprendre des expériences interrompues et les élever au niveau le plus élevé possible.

Le changement du nom de FRENTE OPERARIA en REVOLUCAO SOCIALISTA vient d'une proposition faite par J. POSADAS dans une de ses dernières lettres à la section brésilienne avant son dé-

part en 1981. Il argumentait que le nom de Frente Operaria était dépassé car il ne tenait pas compte de l'inclusion dans la lutte pour transformer la société, de larges secteurs non ouvriers, comme les scientifiques, les techniciens, les intellectuels, les religieux, les militaires nationalistes, qui aspiraient en dernière instance aux mêmes objectifs que ceux de la révolution socialiste.

La révolution n'est pas à l'ordre du jour au Brésil ? probablement non. Mais elle peut « se mettre à jour », pour utiliser une expression employée par J. Posadas quand il se référait aux événements non prévus par l'avant-garde et qui la surprenaient. Nous essayons de changer les rapports de forces et de travailler activement pour que l'hypothèse de la révolution socialiste se concrétise. Nous pensons que la société brésilienne ne peut pas se transformer par des voies parlementaires : tout intellectuel honnête reconnaît aujourd'hui

LES ELECTIONS AU MEXIQUE ET LA CRISE DE LA GAUCHE

La victoire du PAN (Parti d'Action Nationale) aux élections mexicaines met fin à 71 ans de gouvernement interrompu du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel). Le nouveau président, Fox, a été élu sans avoir la majorité absolue, ce qui l'obligera à négocier avec d'autres forces le programme et les projets de loi pour gouverner le pays.

La droite est consciente que cette victoire a été possible grâce au « vote utile » proposé par le PRD (Parti Révolutionnaire Démocratique de Cardenas) et aux concessions préélectorales faites à la gauche, notamment au mouvement étudiant. Le PAN, au cours de la campagne électorale, a camouflé son origine de classe, déclarant qu'il n'était pas le parti des patrons et que son programme n'était ni réactionnaire ni moraliste. Il a dû défendre en permanence une politique centriste, promettant de combattre la corruption et la pauvreté.

Une fois au gouvernement, il ne pourra rien appliquer de ce qu'il a promis. En effet, sur le terrain économique, ces positions ne diffèrent pas de celles suivies par le PRI dans la dernière étape. Son équipe économique est en relation avec la Banque Mondiale et Fox défendra la flexibilité du change entre le peso et le dollar, ouvrant la porte à des dévaluations, il augmentera les privatisations et l'entrée du capital privé dans l'industrie électrique et pétrochimique.

Cette politique néolibérale ne pourra pas résoudre les problèmes de la population mexicaine dont la moitié vit dans l'extrême pauvreté et va se heurter aux organisations paysannes, au mouvement ouvrier

et aux syndicats.

La droite a vaincu électoralement, mais elle montre une grande faiblesse et les contradictions au sein de sa direction vont s'exprimer plus profondément quand elle devra mettre en œuvre des mesures correspondant à ses promesses. Par exemple, la proposition de faire entrer des investissements étrangers dans l'industrie pétrolière a dû être retirée de la campagne électorale tellement elle a été critiquée.

Ce changement de gouvernement au Mexique se doit plus à la grande décomposition du PRI qu'à une croissance de la droite. Ses derniers gouvernements ont été marqués par la corruption et l'impunité. La mafia de la police et des narcotrafiquants avait l'appui de secteurs de l'appareil de l'État tandis que l'insécurité et la criminalité augmentaient sans cesse. Sur le plan économique, les technocrates du PRI ont signé le Traité de Libre Commerce avec les États-Unis, ouvrant le marché mexicain aux capitaux et aux entreprises nord-américaines, ils ont réalisé des privatisations, dévalué six fois le peso en dix ans, éliminé nombre de restrictions aux investissements étrangers, provoqué l'appauvrissement d'importants secteurs de la population et un chômage massif.

Le PRI a donc rompu ses racines nationalistes révolutionnaires et, surtout, il a abandonné le programme de Lazaro Cardenas, - réforme agraire, nationalisation des chemins de fer et du pétrole et droit à l'État d'exproprier toute propriété privée pour le bien-être commun. La bourgeoisie mondiale veut faire croire aujourd'hui que ce programme et cette politique sont en échec

que le système parlementaire brésilien et la Constitution elle-même ne sont qu'une farce, tandis que des problèmes sociaux, environnementaux et politiques gigantesques et criants s'accumulent.

Cela ne veut pas dire qu'il faut ignorer les luttes dans le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise ; il s'agit simplement de donner la priorité à la construction de nouveaux instruments de lutte, de pouvoir populaire direct, de contestation du caractère bourgeois des institutions et de propositions de nouveaux organismes, instruments ou moyens d'expression du pouvoir populaire. Avec ces prémisses, la révolution cesse d'être une abstraction et devient une mesure concrète, une réelle dispute du pouvoir avec l'élite dominante, elle trouve le moyen de s'exprimer et ne s'arrête pas aux lamentations parlementaires stériles.

Nous espérons être à la hauteur des tâches de cette nouvelle phase, et nous remercions d'avance nos lecteurs pour toutes les critiques et observations qu'ils nous feront. Nous en tiendrons compte sérieusement pour que ce journal devienne l'instrument le plus utile possible. La Rédaction.

Ce numéro 1. de REVOLUCAO SOCIALISTA contient également les articles suivants :

Sur le gouvernement révolutionnaire de Hugo Chavez au Venezuela

Éditorial : la corruption, les limites de l'opposition et la nécessité d'un programme de transformations sociales.

Culture : un article de J. Posadas sur Christophe Colomb et le rôle historique des navigateurs de la Renaissance.

Extrait d'une analyse de J. Posadas sur le rôle des militaires à l'étape actuelle.

au Mexique. Mais la défaite électorale du PARIS est une punition que les masses ont infligé à ce parti pour sa perte d'identité révolutionnaire. Il faut rappeler que, à l'époque de Cardenas, le PRI a donné un soutien important à la révolution espagnole, envoyé des hommes et des armes en Espagne, accordé l'asile aux réfugiés républicains et que le gouvernement de Cardenas fut le seul pays du monde à accueillir Trotski.

Le PRD, (scission du PRI menée par le fils de Cardenas) a perdu plus de 50% de ses voix, tout en conservant la mairie de Mexico. C'est une expression de la faiblesse de la gauche au Mexique, qui n'a pas eu la décision d'impulser et défendre un programme anticapitaliste comme issue à la crise du pays. En outre, le PRD n'a pas eu l'initiative d'intervenir et de soutenir les importantes mobilisations du mouvement paysan (dont le Chiapas n'est qu'une partie) et étudiant. Et toute une tendance de la direction du PRD a fait appel à voter pour Fox, le candidat du PAN et veut participer maintenant au gouvernement avec le PAN.

Il faut discuter un programme pour sortir le Mexique de l'arriération et de la pauvreté, pour développer l'industrie et l'agriculture en fonction des besoins de la population. La droite justifie les privatisations en critiquant la corruption engendrée par l'entreprise étatisée. Mais celles-ci ne servent que les intérêts de la grande bourgeoisie et l'impérialisme. Pour éliminer la corruption, il faut imposer le contrôle ouvrier et populaire sur la propriété étatisée et non sa liquidation. La corruption est une partie intrinsèque du système capitaliste. Il faut que toute la gauche, étudiante, ouvrière et paysanne, discute un programme de nationalisations et de réforme agraire accompagné du contrôle populaire, pour que le Mexique récupère et développe sa tradition révolutionnaire.